

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Landscaping	
Solicitation No. - N° de l'invitation W642C-13CE03/A	Date 2013-04-04
Client Reference No. - N° de référence du client W642C-13CE03	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$EDM-183-9766
File No. - N° de dossier EDM-2-35432 (183)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-15	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Tikhonovitch, Alex	Buyer Id - Id de l'acheteur edm183
Telephone No. - N° de téléphone (780)497-3541 ()	FAX No. - N° de FAX (780)497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE BLDG 188 CFB ASU WAINWRIGHT DENWOOD ALBERTA T0B 1B0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande
7. Limite des commandes subséquentes
8. Limitation financière - totale
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables
12. Clauses du Guide des CCUA

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement

Solicitation No. - N° de l'invitation

W642C-13CE03/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W642C-13CE03

File No. - N° du dossier

EDM-2-35432

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
6. Instructions pour la facturation
 7. Assurances
 8. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

Annexe A - Énoncé des travaux

Annexe B - Base de paiement

Annexe C - Rapport sur l'offre à commandes

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC et précise que l'offrant accepte de se conformer aux clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la DOC;
- Partie 3 : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, les exigences relatives à la sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6A : contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
- Partie 6B : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et le Rapport sur l'offre à commandes.

2. Sommaire

Fournir la main-d'oeuvre, les matériaux, les outils et l'équipement, ainsi qu'assurer le transport et la supervision nécessaires à la prestation de services d'aménagement paysager pour le ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes/Unité de soutien de secteur Wainwright, Denwood (Alberta), selon la demande, du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2016, conformément aux modalités et conditions.

Voici les services compris dans la présente demande : nivellement du terrain, de la terre végétale et du finissage; placage; ensemencement; arrosage; tonte et autres services connexes.

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commande dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur offre n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-03-21) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du Guide des CCUA

M0019T Prix et(ou) taux fermes 2007-05-25

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 7 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom

Solicitation No. - N° de l'invitation

W642C-13CE03/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W642C-13CE03

File No. - N° du dossier

EDM-2-35432

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier);

Section II : offre financière (1 copie papier);

Section III: attestations (1 copie papier);

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement ». Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

1.1 Clauses du Guide des CUA C3011T Fluctuation du taux de change 2010-01-11

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Ancien fonctionnaire - Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

1. un individu;
2. un individu qui s'est incorporé;
3. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
4. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada,

1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur les Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

1. le nom de l'ancien fonctionnaire;
2. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et Les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

1. le nom de l'ancien fonctionnaire;
2. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
3. la date de la cessation d'emploi;
4. le montant du paiement forfaitaire;
5. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
6. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
7. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.2 Évaluation financière

Le prix total évalué de l'offre indiqué à l'" Annexe B - Base de paiement " sera déterminé au moyen des tarifs hebdomadaires fournis par l'offrant. Ces tarifs seront multipliés par les utilisations estimatives indiquées. Les totaux calculés seront additionnés pour donner le prix total évalué de l'offre.

2. Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1 Attestations obligatoires préalables à l'émission de l'offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste en vertu de l'article 01 des Instructions uniformisées 2006, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe requise à cet égard, aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2 Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe «C». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er juin 2013 au 31 mai 2016 inclusivement.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Alex Tikhonovitch
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement, Région de l'Ouest
Plaza Telus North
10025, avenue Jasper, 5e étage
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone: (780) 497-3541
Télécopieur: (780) 497-3510
Courriel: alex.tikhonovitch@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est: Chargé de projet.

6. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou un document électronique.

7. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 50 000 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

8. Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____\$ (*à inscrire lors de l'attribution*) (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2013-03-21), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) Annexe B, Base de paiement;
- g) Annexe C, Rapport sur l'offre à commandes;
- k) l'offre de l'offrant en date du _____.

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

11. Lois applicables

Solicitation No. - N° de l'invitation

W642C-13CE03/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W642C-13CE03

File No. - N° du dossier

EDM-2-35432

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

12 Clauses du Guide des CCUA

M3800C Estimation de cout 2006-08-15

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2013-03-21), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2013-03-21), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5. Paiement

5.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*à inscrire lors de l'attribution*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou

payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

5.3 Clause du guide des CUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

5.4 Clauses du guide des CUA

A9117C (2007-11-30), Demande directe du ministère client;

C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et du prix contractuel;

C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps.

5.5 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

6. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- A. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- B. une copie des factures, recus, pièces justificatives pour tous les frais directs;

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- A. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7. Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2008-05-12), Assurances

8. Clauses du guide des CCUA

A9039C (2008-05-12), Récupération;

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes;

A9006C (2012-07-16), Contrat de défense.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W642C-13CE03/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm183

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W642C-13CE03

File No. - N° du dossier

EDM-2-35432

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Veillez voir l'énoncé des travaux ci-joint à la fin du document.

ANNEXE « B »**BASE DE PAIEMENT**

- Prices are in Canadian Dollars
- Prices remain firm for the periods shown.
- Prices must be quoted for each of the items shown. If there is no (additional) charge for an item, then \$0.00 or N/C must be indicated.
- Prices include an on-site, experienced foreman for the duration of the Work.
- Estimated usages are for evaluation purposes. Actual usage may vary from amounts shown.

Anne 1

Point	Description	Prix unitaire Du 1 ^{er} juin 2013 au 31 mai 2014		Utilisation prvue
1	Main-d'oeuvre sur place, autres taches que celles décrites au point 2. Les tarifs comprennent le transport, la supervision, le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Pendant les heures normales.	_____ \$	/heure	400 heures
b	En dehors des heures normales.	_____ \$	/heure	25 heures
c	Fins de semaines et jours fériés.	_____ \$	/heure	25 heures
2	Les tarifs pour les taches d'aménagement paysager sont fournis à l'annexe A, y compris tout le matériel et la main-d'oeuvre, les outils, l'équipement, le transport et la supervision, le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Nivellement du terrain 140 -155 mm.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
b	Remplacement de la terre végétale, nivellement et roulage 140-155 mm.		/mètre carré	2000 m ²
c	Préparation du sol, ensemencement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
d	Préparation du sol, ensemencement	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²

	hydraulique et arrosage			
e	Préparation du sol, gazonnement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
f	Débroussailluse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
g	Coupe-herbe de 115 po avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
h	Motoculteur avec opérateur	_____ \$	/heure	40 heures
i	Véhicule Bobcat avec bêche-tarrière, fourches à palettes, avec opérateur.	_____ \$	/heure	48 heures
j	Tracteur avec tondeuse, coupe 965 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
k	Tracteur avec tondeuse, coupe 1525 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
l	Tracteur avec tondeuse, coupe 2130 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
m	Tracteur avec tondeuse, coupe 2920 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
n	Tondeuse pousse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
3	Le matériel qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$
4	L'équipement qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$

Anne 2

Point	Description	Prix unitaire Du 1 ^{er} juin 2014 au 31 mai 2015		Utilisation prvue
1	Main-d'oeuvre sur place, autres tâches que celles décrites au point 2. Les tarifs comprennent le transport, la supervision,			

	le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Pendant les heures normales.	_____ \$	/heure	400 heures
b	En dehors des heures normales.	_____ \$	/heure	25 heures
c	Fins de semaines et jours fériés.	_____ \$	/heure	25 heures
2	Les tarifs pour les taches d'aménagement paysager sont fournis à l'annexe A, y compris tout le matériel et la main-d'oeuvre, les outils, l'équipement, le transport et la supervision, le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Nivellement du terrain 140 -155 mm.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
b	Remplacement de la terre végétale, nivellement et roulage 140-155 mm.		/mètre carré	2000 m ²
c	Préparation du sol, ensemencement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
d	Préparation du sol, ensemencement hydraulique et arrosage	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
e	Préparation du sol, gazonnement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
f	Débroussailluse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
g	Coupe-herbe de 115 po avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
h	Motoculteur avec opérateur	_____ \$	/heure	40 heures
i	Véhicule Bobcat avec bêche-tarrière, fourches à palettes, avec opérateur.	_____ \$	/heure	48 heures
j	Tracteur avec tondeuse, coupe 965 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
k	Tracteur avec tondeuse, coupe 1525 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
l	Tracteur avec tondeuse, coupe 2130 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures

m	Tracteur avec tondeuse, coupe 2920 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
n	Tondeuse pousse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
3	Le matériel qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$
4	L'équipement qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$

Anne 3

Point	Description	Prix unitaire Du 1 ^{er} juin 2015 au 31 mai 2016		Utilisation prvue
1	Main-d'oeuvre sur place, autres tâches que celles décrites au point 2. Les tarifs comprennent le transport, la supervision, le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Pendant les heures normales.	_____ \$	/heure	400 heures
b	En dehors des heures normales.	_____ \$	/heure	25 heures
c	Fins de semaines et jours fériés.	_____ \$	/heure	25 heures
2	Les tarifs pour les tâches d'aménagement paysager sont fournis à l'annexe A, y compris tout le matériel et la main-d'oeuvre, les outils, l'équipement, le transport et la supervision, le déplacement et les dépenses du personnel.			
a	Nivellement du terrain 140 -155 mm.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
b	Remplacement de la terre végétale, nivellement et roulage 140-155 mm.		/mètre carré	2000 m ²
c	Préparation du sol, ensemencement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²

d	Préparation du sol, ensemencement hydraulique et arrosage	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
e	Préparation du sol, gazonnement et arrosage.	_____ \$	/mètre carré	2000 m ²
f	Débroussailleuse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
g	Coupe-herbe de 115 po avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
h	Motoculteur avec opérateur	_____ \$	/heure	40 heures
i	Véhicule Bobcat avec bêche-tarrière, fourches à palettes, avec opérateur.	_____ \$	/heure	48 heures
j	Tracteur avec tondeuse, coupe 965 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
k	Tracteur avec tondeuse, coupe 1525 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
l	Tracteur avec tondeuse, coupe 2130 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	100 heures
m	Tracteur avec tondeuse, coupe 2920 mm +/-50 mm, avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
n	Tondeuse pousse avec opérateur.	_____ \$	/heure	200 heures
3	Le matériel qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$
4	L'équipement qui ne fait pas partie des points 1 et 2 doit être remboursé au coût livré de l'officier, major de ____ %		%	Dépenses annuelles prévues 20 000 \$

ANNEXE C**RAPPORT SUR L'OFFRE À COMMANDES**

Chaque rapport d'utilisation doit comprendre les données extraites des commandes subséquentes menées à bien.

Le premier rapport doit être déposé le _____, et les rapports subséquents tous les 3 mois par après.

L'offrant propose par les présentes de fournir des renseignements sur les commandes subséquentes exécutées selon le format ci-dessous :

Nom du fournisseur		Nom/numéro de téléphone du contact :	
Numéro de l'offre à commandes :		Période visée	

Ministère	Numéro de l'offre à commandes	Valeur monétaire (TPS incluse)

(A) Valeur monétaire totale des commandes subséquentes pour cette période de rapport :	
(B) Totaux cumulatifs des commandes subséquentes à ce jour :	
(A+B) Totaux cumulatifs des commandes subséquentes :	

Les données doivent être soumises par courriel tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse **WST.PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca**.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

LISTE DES SPÉCIFICATIONS

<u>SECTION</u>	<u>TITRE</u>	<u>PAGES</u>
	Page couverture	01
00000	Table des matières	01
	<u>DIVISION 1 – EXIGENCES GÉNÉRALES</u>	
01005	Consignes générales	04
01600	Nettoyage	01
	<u>DIVISION 2 – TRAVAIL SUR LES LIEUX</u>	
02210	Nivellement du terrain	01
02921	Terre végétale et nivellement de finition	02
02933	Ensemencement	03
02934	Ensemencement hydraulique	03
02938	Gazonnement	03

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1 Description des travaux</u> | .1 | Les travaux visés par la présente offre à commandes visent à fournir de l'aménagement paysager à la BFC/à l'USS Wainwright, en Alberta, selon les besoins et au moment opportun. |
| <u>2 Utilisation des lieux par l'entrepreneur</u> | .1 | <u>Utilisation des lieux</u> : Exclusive et complète pour l'exécution des travaux, sujette aux conditions suivantes :
.1 Les déplacements sur les lieux sont assujettis aux restrictions imposées par l'officier des contrats.
.2 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou d'équipement. |
| <u>3 Délimitation des travaux</u> | .1 | Fournir sur place les services d'un contre-maître expérimenté et compétent à temps plein autorisé à se prononcer au nom de l'entrepreneur sur des questions courantes relatives aux opérations quotidiennes. |
| | .2 | Exécuter l'implantation de l'ensemble de l'ouvrage selon les emplacements, les lignes et les cotes de niveau indiqués, et en assumer la pleine responsabilité. |
| | .3 | Fournir les dispositifs requis pour implanter l'ouvrage et réaliser les travaux. |
| <u>4 Installations temporaires</u> | .1 | <u>Accès</u> : Aménager des voies d'accès adéquates au chantier et en assurer l'entretien.
.1 S'il est permis d'emprunter les routes existantes pour accéder au chantier, assurer l'entretien de ces dernières pendant toute la durée des travaux et, le cas échéant, réparer tout dommage qui pourrait y être causés.
.2 Des places de stationnement seront disponibles sur place. Entretien et administrer ces places selon les directives. |
| | .2 | <u>Entreposage</u> : Il n'y a aucun espace d'entreposage sur place.
.1 Fournir un entreposage étanche aux intempéries, à la satisfaction de l'officier des contrats, pour les matériaux, les outils et l'équipement susceptibles d'être endommagés par le mauvais temps. |
| | .3 | <u>Drainage</u> : Installer les dispositifs d'évacuation et les pompes temporaires nécessaires pour éviter l'accumulation d'eau dans les déblais et sur le site en tout temps.
.1 Ne pas pomper l'eau qui contient des particules de limon en suspension dans un réseau de distribution d'eau ou le système d'égouts existants. |

4 Installations
temporaires (suite)

- .4 Retrait des installations temporaires : Retirer toutes les installations temporaires du chantier à la demande de l'officier des contrats.
 - .1 Remettre dans leur état initial les points de raccordement pour l'électricité et l'eau.
- .5 L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation pour accéder au service d'aqueduc de la Base, cette approbation doit provenir de l'officier des contrats. Le MDN ne prend aucune responsabilité à l'égard de l'approvisionnement en eau de l'entrepreneur et n'a aucune obligation de le faire.
- .6 L'officier de contrat doit obtenir l'approbation pour utiliser l'eau de la Base pour l'arrosage du gazon de placage, de l'herbe, etc. Le Service d'incendies doit être informé. L'entrepreneur doit acheter son propre boyau d'arrosage, les raccords de tuyauterie et l'équipement nécessaire pour se brancher aux raccords rapides de type « Storz » utilisés à toutes les bornes-fontaines de la Base.

5 Équipement

- .1 Généralités : Utiliser des matériaux neufs, à moins d'avis contraire.
- .2 Instructions du fabricant : Sauf indication contraire, se conformer au dernier mode d'emploi et d'installation imprimé du fabricant.
 - .1 Informer l'officier des contrats par écrit des divergences entre ces spécifications et les instructions du fabricant, de sorte que l'officier du contrat puisse déterminer quel document doit être respecté.
- .3 Livraison et entreposage : Les sceaux et étiquettes du fabricant doivent être intacts au moment de la livraison, de l'entreposage et de la conservation des matériaux.
 - .1 Éviter d'endommager, d'altérer ou de souiller les matériaux et le matériel pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer immédiatement du chantier les matériaux rejetés.
 - .2 Entreposer les matériaux conformément aux consignes du fournisseur.

6 Nettoyage

- .1 Généralités : Procéder aux opérations de nettoyage et d'élimination de manière à respecter les ordonnances et les lois locales en matière de lutte contre la pollution.
 - .1 Il est interdit d'enfouir des rebuts et des déchets sur le chantier.

6 Nettoyage (suite)

- .2 Il est interdit d'éliminer les déchets dans les cours d'eau ou les débouchés.
- .3 Les déchets volatiles doivent être entreposés dans des contenants métalliques fermés et éliminés chaque jour du chantier.
- .4 Ne pas laisser s'accumuler des déchets qui risquent d'engendrer des conditions dangereuses.

.2 Nettoyage pendant les travaux de construction : Maintenir le chantier et les propriétés publiques exempts de toute accumulation de déchets et de débris.

- .1 Arroser les matériaux secs et les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière.
- .2 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des déchets.
- .3 Enlever les déchets et les débris du chantier.

.3 Véhicules dans le secteur d'entraînement : Tous les véhicules et l'équipement qui circulent sur les chemins de service entretenus doivent être soigneusement lavés (lavage à la vapeur de préférence) afin de retirer les mauvaises herbes et les insectes avant d'entrer dans le secteur d'entraînement du champ de tir et d'y sortir, du 1^{er} avril au 1^{er} novembre.

7 Équipement de construction

- .1 Il est essentiel que tous les outils électriques, les moteurs à combustion interne et l'équipement utilisés pour les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat soient munis de résistances anti-parasites éliminant le brouillage avec les appareils de radio, de radar et de télécommunications de la Base.

8 Facturation

- .1 Les factures doivent être produites en double et comprendre les renseignements suivants :
 - .1 Numéro d'inscription aux fins de la TPS;
 - .2 Date de début des travaux;
 - .3 Date de fin des travaux;
 - .4 Numéro de la demande;
 - .5 Numéro de la description;
 - .6 Ventilation des coûts des matériaux;
 - .7 Heures de travail;
 - .8 Coût des matériaux/de l'équipement, majorés de __ %;
 - .9 Sous-total;
 - .10 TPS;

.11 Total.

9 Estimation
des coûts du projet

- .1 L'entrepreneur doit fournir sur demande une estimation complète et détaillée des coûts de chaque projet.
- .2 Toutes les factures doivent être soumises dans un délai de trente (30) jours suivant l'achèvement des travaux.
- .3 L'entrepreneur doit fournir des copies des factures de matériaux sur demande.

***** FIN *****

- | | | |
|------------------------------------|----|--|
| <u>1 Généralités</u> | .1 | L'entrepreneur doit utiliser des matériaux neufs et de l'équipement bien entretenu qui fonctionne, sauf indication contraire. |
| | .2 | Sauf indication contraire, utiliser les produits d'un même fabricant pour les matériaux et l'équipement d'une même classification. |
| <u>2 Instructions du fabricant</u> | .1 | Sauf indication contraire, se conformer au dernier mode d'emploi et d'installation imprimée du fabricant. |
| | .2 | Informar le représentant du génie par écrit des divergences entre ces spécifications et les instructions du fabricant, de sorte qu'il puisse déterminer quel document doit être respecté. |
| <u>3 Livraison et entreposage</u> | .1 | Les sceaux et étiquettes du fabricant doivent être intacts au moment de la livraison, de l'entreposage et de la conservation des matériaux. |
| | .2 | Éviter d'endommager, d'altérer ou de souiller les matériaux et le matériel pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer immédiatement du chantier les matériaux rejetés. |
| | .3 | Entreposer les matériaux et l'équipement conformément aux consignes du fournisseur. |
| | .4 | Retoucher, à la satisfaction de l'officier des contrats, les surfaces finies en usine qui ont été endommagées. Utiliser un apprêt ou de la peinture-émail identique au fini original. Ne pas peindre par-dessus les plaques signalétiques. |
| <u>4 Substitution</u> | .1 | Aucune substitution n'est permise sans l'approbation écrite préalable de l'officier des contrats. |
| | .2 | Si la demande de substitution est acceptée, en tout ou en partie, l'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité et la totalité des coûts liés aux modifications que cette substitution pourrait apporter à d'autres éléments du projet, y compris tout changement requis par cette substitution dans la conception ou dans les dessins. |

***** FIN *****

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 État des lieux .1 Veiller à ce que les installations souterraines soient identifiées avant de débuter le nivellement.
- 1.2 Protection .1 Éviter d'endommager les clôtures, les bâtiments, la chaussée, les repères, les arbres, les arbustes, les plates-bandes ou les installations, à la surface ou sous la terre. Réparer tout dommage, le cas échéant.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Matériaux .1 Obtenir l'approbation de l'officier des contrats pour utiliser les déblais résultant des travaux d'excavation ou de nivellement comme matériaux de remplissage. Protéger les matériaux approuvés de la contamination.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Enlèvement de la terre végétale .1 Ne pas manipuler la terre végétale lorsqu'elle est humide ou gelée, ni de quelque façon que ce soit qui pourrait altérer la structure du sol.
- .2 Commencer les travaux sur les aires déterminées par l'officier des contrats, une fois que les broussailles, les mauvaises herbes et la pelouse ont été enlevées et évacuées hors du chantier.
- .3 Enlever la terre végétale jusqu'à la profondeur indiquée par l'officier des contrats. Éviter de mélanger la terre végétale avec la terre provenant du sous-sol.
- .4 Mettre la terre végétale en tas selon les consignes de l'officier des contrats et éviter qu'elle soit contaminée par des substances étrangères.
- 3.2 Nivellement .1 Effectuer un nivellement grossier selon les consignes de l'inspecteur du contrat.
- .2 Au moment du nivellement grossier, donner au terrain une pente selon les directives.
- .3 Donner une pente aux fossés.
- .4 Ne pas remuer le sol sous le branchage des arbres ou des arbustes qui doivent rester en place.

***** FIN *****

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes .1 Nivellement du terrain, Section 02210.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Matériaux .1 Terre végétale : Matière hautement organique mélangée à un maximum de 35 % de sable et de 35 % de limon ou d'argile, ce qui forme une masse noire, homogène et friable. Exempte de sous-sol, de racines, de végétation, de débris, de matières toxiques, de pierres et de morceaux d'argile de plus de 10 mm de diamètre.
- .2 Terreau pour les arbres, les arbustes et les plates-bandes : Mélange de 9 parts de terre végétale avec 1 part de mousse de tourbe. Incorporer de la farine d'os au terreau dans une proportion de 3 Kg/m³.
- .3 Mousse de tourbe :
- .1 Constituée de fibres partiellement décomposées ou de cellules souches et de feuilles de variétés de mousses de sphagne.
- .2 Élastique et homogène, de couleur brune.
- .3 Exempte de bois et de matières nuisibles susceptibles d'empêcher la croissance.
- .4 Composée de particules déchiquetées de 3 à 6 mm.
- .4 Engrais :
- .1 Aires gazonnées etensemencées : urée granulée 46-0-0 qui contient 46 % d'azote.
- .2 Granules 35-15-0 d'azote-phosphore pour les arbustes, les arbres et les plates-bandes.
- .5 Chaux :
- .1 Chaux agricole moulue refermant un minimum de 85 % de carbonates.
- .2 Exigences granulométriques (pourcentage en poids) : 100 % de la chaux doit passer dans un tamis de 1,0 mm, 50 % dans un tamis de 0,75 mm et 0 % dans un tamis de 0,50 mm.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Épandage de terre végétale
- .1 Épandre la terre végétale lorsque l'inspecteur du contrat a approuvé le nivellement du terrain.
 - .2 Épandre la terre végétale en couches uniformes sur un sol de fondation dégelé où il faut ensemer, gazonner ou planter.
 - .3 Dans le cas d'aires à gazonner, amener le niveau de la couche de terre végétale à 15 mm du niveau définitif du sol.
 - .4 Épandre la terre végétale selon les indications, aux profondeurs suivantes : 155 mm pour les aires à ensemer et 125 mm pour les aires à gazonner.
 - .5 Épandre du terreau, selon les indications, en couche de l'épaisseur suivante : 400 mm pour les plates-bandes, 500 mm pour les massifs d'arbustes, d'après les indications pour les arbres.
 - .6 Épandre de la terre végétale/du terreau à la main autour des arbres, des arbustes, des plates-bandes ou d'autres obstacles existants, selon les indications du représentant du génie.
- 3.2 Épandage d'engrais
- .1 Appliquer de l'engrais au moins une semaine après l'application de la chaux.
 - .2 Épandre l'engrais uniformément sur toute la terre végétale, selon les recommandations du fabricant relativement à la dose d'application.
 - .3 Bien mélanger l'engrais sur toute la profondeur de la terre végétale.
- 3.3 Nivellement de finition
- .1 Effectuer le nivellement de finition et ameubler la terre végétale. Éliminer les creux et les bosses afin de favoriser un bon écoulement. Réaliser une couche de terre friable en ameublissant le sol et en le ratissant.
 - .2 Raffermer la terre végétale au rouleau (les sections qui seront gazonnées ou ensemenées) jusqu'à l'obtention d'une surface lisse, uniforme et ferme, de sorte qu'il ne se forme pas de traces profondes sous le poids d'une personne, et avec une texture fine et souple, selon l'approbation de l'officier des contrats.

***** FIN *****

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes .1 Nivellement du terrain, Section 02210
- .2 Terre végétale et nivellement de finition, Section 02921.
- 1.2 Livraison et entreposage .1 Livrer et entreposer les graines de semence dans leur contenant original de façon à ce que l'on puisse voir :
- .1 La composition du mélange de semence;
 - .2 Le pourcentage de semence pure;
 - .3 L'année de production;
 - .4 La masse nette;
 - .5 La date et le lieu d'emballage;
 - .6 Le pourcentage de germination;
 - .7 Le nom et l'adresse du distributeur.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Matériaux .1 Semences de gazon : Canada certifiée n° 1, *Règlement sur les semences* du gouvernement du Canada avec un taux de germination minimal de 85 % et un taux de pureté minimal de 97 %.
- .2 Eau : Potable, exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la germination.
- 2.2 Mélange de graminées .1 Terrains de catégorie 1 :
- 40 % de fétuque rouge traçante
 - 35 % de pâturin des prés
 - 15 % de graines d'agrostide commune
 - 10 % de ray-grass annuel
 - Taux de semis à raison de 1,5 Kg par 100 m²
- .2 Pour les autres terrains :
- 50 % de pâturin des prés
 - 50 % de fétuque rouge traçante
 - Taux de semis à raison de 2 Kg par 100 m²
- .3 Pour les passages :
- 70 % d'agropyre à crête
 - 20 % de fétuque rouge traçante
 - 10 % de rye-grass annuel
 - Taux de semis à raison de 2 Kg par 100 m²

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- | | | |
|--|----|---|
| <u>3.1 Qualité d'exécution</u> | .1 | Garder le terrain bien drainé. |
| | .2 | Nettoyer immédiatement tout déversement de débris sur la chaussée. |
| <u>3.2 Préparation des surfaces</u> | .1 | Préparer les surfaces, conformément aux sections 02210 et 02921 |
| | .2 | Obtenir l'approbation de l'officier des contrats avant l'ensemencement. |
| <u>3.3 Ensemencement</u> | .1 | Ensemencer le secteur entre le 15 mai et le 15 juin ou le 1 ^{er} août et le 15 septembre lorsque le vent souffle à moins de 8 Km/h. |
| | .2 | Semer la moitié des semences dans une direction et le reste à angles droits. Incorporer les graines dans le sol à une profondeur de 6 mm dans l'heure suivant l'ensemencement. Passer le rouleau pour obtenir une surface lisse. |
| | .3 | Arroser à l'aide d'un pulvérisateur produisant de fines gouttelettes et veiller à ce que l'eau pénètre à 50 mm. |
| | .4 | Protéger les secteurs contre les dommages et retirer l'équipement après l'approbation de l'officier des contrats. |
| | .5 | Réensemencer à 10 jours d'intervalle aux endroits où la germination n'a pas prise. |
| <u>3.4 Protection des semences dans les pentes</u> | .1 | Couvrir d'une couverture les pentes ensemencées de 3 :1 ou ou supérieures. Dérouler la couverture sur les pentes sans l'étirer ni tirer. |
| | .2 | Étendre doucement une couverture sur la surface du sol et enfouir chaque extrémité dans une tranchée de 150 mm. Faire chevaucher la couverture du haut avec celle du bas à 300 mm. Laisser un chevauchement de 100 mm pour les sections adjacentes. |
| | .3 | Agrafer les coins extérieurs et les chevauchements à 500 mm d'intervalle et aux points intermédiaires afin d'assurer un contact rapproché entre la couverture et le sol. |
| <u>3.5 Entretien</u> | .1 | Garder le sol humide pendant la période de germination et arroser adéquatement les secteurs gazonnés afin de s'assurer que l'eau pénètre à une profondeur de 75 à 100 mm. |

- .2 Couper l'herbe à une hauteur de 40 à 50 mm lorsqu'elle atteint 75 mm, selon la commande subséquente.
- .3 S'assurer qu'il n'y a pas d'organismes nuisibles et de maladies dans les secteurs gazonnés.

3.6 Acceptation

- .1 Le secteur sera accepté par l'officier des contrats si les conditions suivantes sont respectées :
 - .1 les surfacesensemencées sont établies de façon adéquate.
 - .2 les surfacesensemencées sont exemptes d'aires érodées ou dénudées, de gazon mort et à 98 % de mauvaises herbes.
 - .3 la terre reste invisible après une tonte à une hauteur de 40 mm.
 - .4 l'herbe a été coupée au moins trois (3) fois, et la dernière tonte a été faite 24 heures avant la réception des travaux.
- .2 Les surfacesensemencées à l'automne seront acceptées le printemps suivant, si les conditions susmentionnées sont respectées.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes
- .1 Nivellement du terrain, Section 02210
 - .2 Terre végétale et nivellement de finition, Section 02921.
- 1.2 Livraison et entreposage
- .1 Livrer les graines de semence dans leur contenant de façon à ce que l'on puisse voir :
 - .1 La composition du mélange de semence;
 - .2 Le pourcentage de semence pure;
 - .3 L'année de production;
 - .4 La masse nette;
 - .5 La date et le lieu d'emballage;
 - .6 Le pourcentage de germination;
 - .7 Le nom et l'adresse du distributeur.
 - .2 Livrer le paillis de fibre de bois dans des contenants à l'épreuve de l'humidité sur lesquels sont inscrits le nom du fabricant, le contenu et la masse nette séchée à l'air.
 - .3 Livrer le produit anti-érosion dans des contenants à l'épreuve de l'humidité sur lesquels doivent être inscrits le nom du fabricant, le contenu et la masse nette séchée à l'air.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Matériaux
- .1 Semences de graminées : Certifiées Canada n° 1, conformes au Règlement sur les semences du gouvernement du Canada, et ayant un degré de pureté d'au moins 97 %.
 - .2 Paillis :
 - .1 Paille, avoine, orge, luzerne ou paille de blé, raisonnablement exempts de mauvaises herbes, de corps étrangers susceptibles de menacer la vie des végétaux, et sèches pour permettre une répartition égale par le souffleur.
 - .2 Fibre : Composé de fibres de bois ou de cellulose de bois, exempt d'agents inhibiteurs de germination et de croissance, qui forme une couche absorbant l'eau et laissant passer l'eau dans le sol.
 - .3 Produit anti-érosion : Liquide soluble dans l'eau contenant de la résine thermoplastique (Curasol AH).

2.1 Matériaux (suite)

- .4 Eau : Potable, exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la germination.

2.2 Mélange de graminées

- .1 Terrains de catégorie 1 :
75 % pâturin des prés
15 % agrostide blanche
10 % rye-grass annuel
Taux de semis à raison de 1,5 Kg par 100 m²
- .2 Pour les autres terrains :
50 % pâturin des prés
50 % fétuque rouge traçante
Taux de semis à raison de 2 Kg par 100 m²
- .3 For traverses:
70% agropyre à crête
20% fétuque rouge traçante
10% rye-grass annuel
Taux de semis à raison de 2 Kg par 100 m²

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Main-d'œuvre

- .1 Garder le terrain bien drainé.
- .2 Enlever immédiatement la terre, le paillis ou tout autre débris déversé sur les surfaces revêtues en dur et enlever les matières nuisibles.
- .3 Prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter de pulvériser du mélange d'ensemencement sur les ouvrages, les panneaux de signalisation, les glissières de sécurité, les clôtures et les installations d'utilités.
- .4 Enlever le mélange d'ensemencement pulvérisé sur les ouvrages et les surfaces qui ne doivent pas être traitées, à la satisfaction du représentant du Génie et en utilisant des moyens approuvés par l'officier des contrats.

3.2 Préparation des surfaces

- .1 Préparer les surfaces conformément aux sections 02210 et 02921.
- .2 Obtenir l'approbation de l'officier des contrats avant l'ensemencement.

3.3 Ensemencement

- .1 Ensemencer le secteur entre le 15 mai et le 15 juin ou le 1^{er} août et le 15 septembre lorsque le vent souffle à moins de 8 Km/h.
- .2 Mesurer les quantités des matériaux par masse ou masse calibrée, ou lorsque cela s'y prête, par poids (lb, kg), à la satisfaction de l'officier des contrats.

3.4 Entretien

- .1 Garder le sol humide pendant la période de germination et arroser adéquatement les secteurs gazonnés, à la satisfaction de l'officier des contrats.
- .2 Arroser jusqu'à ce que l'eau pénètre à une profondeur de 75 à 100 mm. Contrôler le gicleur afin d'éviter les inondations.
- .3 Couper l'herbe lorsqu'elle atteint une hauteur de 75 mm, de 40 à 50 mm.
- .4 S'assurer qu'il n'y a pas d'organismes nuisibles et de maladies dans les secteurs gazonnés.
- .5 Appliquer un engrais sur les airesensemencées un (1) mois après l'ensemencement. Étendre les semences uniformément et bien arroser. Reporter l'application de l'engrais au printemps si l'application sera faite quatre (4) semaines avant la fin de la saison de croissance.

3.6 Acceptation

- .1 Le secteur sera accepté par l'officier des contrats si les conditions suivantes sont respectées :
 - .1 les surfacesensemencées sont établies de façon adéquate.
 - .2 les surfacesensemencées sont exemptes d'aires érodées ou dénudées, de gazon mort et à 98 % de mauvaises herbes.
 - .3 la terre reste invisible après une tonte à une hauteur de 40 mm.
 - .4 l'herbe a été coupée au moins trois (3) fois, et la dernière tonte a été faite 24 heures avant la réception des travaux.
- .2 Les surfacesensemencées à l'automne seront acceptées le printemps suivant, un (1) mois après le début de la saison de croissance, si les conditions susmentionnées sont respectées.

DÉFENSE NATIONALE
DOSIER NO : 13CE03
BFC/USS WAINWRIGHT, AB

ENSEMENCEMENT HYDRAULIQUE

SECTION 02934
PAGE 4
2013-01-13

***** FIN *****

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1.1 Travaux connexes</u> | .1 | Nivellement du terrain, Section 02210 |
| | .2 | Terre végétale et nivellement de finition, Section 02921 |
| | .3 | Ensemencement, Section 02933 |
| <u>1.2 Contrôle de la qualité à la source</u> | .1 | Obtenir l'approbation du matériau de gazonnement à la source d'approvisionnement. |
| <u>1.3 Livraison et entreposage</u> | .1 | Prévoir les livraisons de façon à minimiser la période d'entreposage au chantier, mais sans provoquer de retard. |
| | .2 | Livrer, décharger et entreposer les plaques de gazon sur des palettes. |
| | .3 | Livrer le gazon au chantier dans les 16 heures suivant le déplacement; mettre les plaques de gazon dans les 24 heures suivant le déplacement. |
| | .4 | Ne pas livrer des plaques de gazon petites, asymétriques ou brisées. |
| | .5 | Par temps humide, laisser le gazon sécher suffisamment pour éviter qu'il ne se déchire durant le déplacement et sa manutention. |
| | .6 | Par temps sec, protéger le gazon de l'assèchement et arroser le gazon au besoin pour assurer sa vitalité et éviter que la terre ne tombe durant la manutention. |
| <u>1.4 Calendrier</u> | .1 | Établir le calendrier de la pose des plaques de gazon de façon que celle-ci coïncide avec la préparation des surfaces. |

PARTIE 2 - PRODUITS

- | | | |
|----------------------|----|---|
| <u>2.1 Matériaux</u> | .1 | <u>Gazon de pépinière</u> : Qualité et provenance conformes aux normes énoncées dans le « Guide Specification for Nursery Stock », Section 17, édition de 1978, publié par l'Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes. |
| | .2 | <u>Gazon de pâturin des prés et gazon de fétuque à feuilles fines de première qualité</u> : Contenant un minimum de 45 % de gazon de pâturin des prés et 55 % de gazon de fétuque à feuilles fines. |

2.1 Matériaux (suite)

- .3 Plaques de gazon de champ (voir 3.4) : Non semées ou non cultivées en tant que pelouse en plaques, mais contenant un bon pourcentage de pelouses en plaques; exemptes de mauvaises herbes, de mousse et de pierres. Appliquer un engrais ayant un rapport de 2:1:1 et avec de l'azote à raison de 0,5 kg par 100 m², au moins deux (2) semaines avant le déplacement. Tondre le gazon du terrain au moins deux fois avant le déplacement et tondre à une hauteur de 40 mm dans les deux jours précédant le prélèvement et ramasser les déchets de la tonte.
- .4 Treillis métallique : Treillis agricole de 40 mm (modèle « cage à poule »).
- .5 Piquets en bois : (17 sur 17 sur 200) mm ou agrafes en acier approuvées de 200 mm.
- .6 Eau : Potable.
- .7 Engrais : Composé de synthèse, à libération lente, contenant au plus 35 % d'azote soluble dans l'eau.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Main-d'oeuvre

- .1 Garder le terrain bien drainé.
- .2 Nettoyer immédiatement la terre ou les débris déversés sur les aires pavées et éliminer les matières nuisibles.

3.2 Pose des plaques

- .1 Faire approuver les surfaces et l'épaisseur avant de commencer l'ensemencement.
- .2 Poser les plaques de gazon durant la saison de croissance. Il est interdit de poser les plaques de gazon par temps sec l'été, lorsque la température est au-dessous du point de congélation ou encore, sur un sol gelé.
- .3 Poser les plaques de gazon en bandes parallèles, perpendiculaires aux pentes, d'affleurement avec les surfaces adjacentes, en réalisant des joints décalés. Les serrer les unes contre les autres de façon à ne laisser aucun vide, mais sans qu'elles se chevauchent. Tailler les plaques étroites ou de forme irrégulière à l'aide d'un outil tranchant.
- .4 Effectuer un roulage léger destiné à assurer le contact des plaques avec le sol. Il est interdit d'utiliser un rouleau lourd pour corriger les irrégularités de surface.

3.2 Pose des plaques (suite)

- | | | |
|---|----|--|
| | .5 | Arroser immédiatement après avoir posé les plaques de gazon pour assurer une pénétration de l'eau jusqu'à une profondeur de 50 mm. |
| | .6 | Installer un dispositif pour protéger l'aire engazonnée contre l'érosion et les dommages mécaniques. Enlever le dispositif lorsque le gazonnement a été approuvé. |
| 3.3 Pose des plaques sur une pente supérieure à 3:1 (Dist/Élev) | .1 | Placer les plaques de gazon à angles droits dans les pentes fixées avec des piquets de bois. Placer trois (3) par mètre carré, 100 mm sous le bord supérieur afin d'éviter que les plaques de gazon se déplacent; placer les piquets à égalité de la partie de terre du gazon. |
| 3.4 Terreautage | .1 | Terreauder les airesensemencées avec de la terre végétale sèche, friable, propre et ayant une haute teneur en terreau. |
| | .2 | Épandre la terre végétale à une épaisseur d'entre 5 à 10 mm, en remplissant les endroits dénudés, et où il y a des creux. |
| | .3 | Couvrir de sursemis les aires terreaudées d'un (1) kg de graines de graminées au 100 m ² , avec un mélange de semences constitué de 35 % de pâturin des prés, de 40 % de fétuques rouges traçantes, de 15 % d'agrostide blanche et de 10 % de ray-grass annuel. |
| | .4 | Mélanger vigoureusement la terre végétale et les semences au moyen d'un râteau. Rouler au moyen d'un rouleau léger et arroser, en assurant le contact avec le gazon, les semences et les matériaux de terreautage. |
| 3.5 Entretien | .1 | Arroser les aires gazonnées en quantités et à une fréquence suffisantes pour maintenir constamment humide le sous-sol immédiatement sous les plaques de gazon, à une profondeur de 75 à 100 mm. |
| | .2 | Couper l'herbe à une hauteur de 40 à 50 mm lorsqu'elle a atteint 60 mm. Enlever les débris de tonte qui pourraient étouffer les surfaces gazonnées. |
| 3.6 Acceptation | .1 | Les aires gazonnées seront acceptées à l'inspection finale si les conditions suivantes sont respectées : |
| | .1 | les surfaces ensemencées sont établies de façon adéquate. |
| | .2 | les surfaces ensemencées sont exemptes d'aires érodées ou dénudées, de gazon mort et de mauvaises herbes. |
| 3.6 Acceptation (suite) | | |

- .3 la terre reste invisible après une tonte à une hauteur de 40 mm.
- .4 l'herbe a été coupée au moins trois (3) fois.
- .2 Les surfacesensemencées à l'automne seront acceptées le printemps suivant, un (1) mois après le début de la saison de croissance, si les conditions susmentionnées sont respectées.

***** FIN *****